ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

La situation conjoncturelle au 3e trimestre 2026

Taux de chômage

8,2 %

AU 2ÈME TRIMESTRE 2026

Sommaire

1. Situation de l'emploi salarié et de l'emploi intérimaire — P 2
2. Situation de la demande d'emploi — P 3
3. Entrées et sorties de France Travail — P 4
4. Bénéficiaires du RSA — P 5
5. Résidents QPV — P 6
6. Offres d'emploi et tensions sur le marché — P 7
7. Taux de chômage / Entrées en formation — P 9
8. Accès à l'emploi et DPAE — P 10
9. Démographie des entreprises — P 11
10. Conjoncture nationale — P 12
11. Projections macroéconomiques — P 13
12. Annexe / Glossaire — P 15

L'ESSENTIEL

Au deuxième trimestre 2026*, **l'emploi salarié** se stabilise en Île-de-France, et est en légère baisse (–0,1 %) au niveau national. Sur un an, l'emploi salarié est stable en Île-de-France et en baisse au niveau national (–0,3 %). Dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié est stable sur le trimestre. Dans le tertiaire non marchand, il augmente de 0,1 %.

Le nombre de **demandeurs d'emploi en catégorie A** atteint 691 610 en Île-de-France au troisième trimestre 2026, en hausse trimestrielle (+1,2 %) et annuelle (+4,8 %). En France métropolitaine, l'évolution est également en hausse sur le trimestre (+0,9 %) et sur un an (+2,1 %).
Le volume de **bénéficiaires du RSA** inscrit à France Travail a beaucoup augmenté avec la mise en place de la « Loi pour le Plein Emploi » en 2025. Au deuxième trimestre 2026, les trois quarts des bénéficiaires du RSA sont inscrits à France Travail. Au troisième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en catégorie A augmente de 2,0 % sur le trimestre.

Au deuxième trimestre 2026, 360 200 **offres d'emploi** ont été diffusées en Île-de-France par France Travail et ses partenaires. Cela représente une légère baisse sur le trimestre (–0,7 %) et une diminution de 1,3 % sur un an. Au niveau national le volume d'offres diffusées diminue de 1,4 % sur un an. Le domaine avec le plus d'offres confiées à France Travail ce trimestre reste « Aide à la vie quotidienne » avec une légère hausse de 0,7 % sur un an, après une baisse annuelle de 12,2 % au trimestre précédent. Globalement, 78 % des offres en Île-de-France concernent des contrats durables, contre 62 % au niveau national.

Les **déclarations préalables à l'embauche** (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim sont en baisse au deuxième trimestre 2026 (–0,7 % sur un trimestre et –2,9 % sur un an). Au niveau national, elles sont également en baisse (–0,6 % sur le trimestre et –3,3 % sur l'année).

Les **créations d'entreprises** progressent en Île-de-France à fin juin 2026 (+2,2 % du cumul 12 mois sur un trimestre), et au niveau national (+2,3 %). Ces créations concernent en majorité les secteurs du Commerce et de l'Industrie manufacturière. Les **défaillances d'entreprises**, quant à elle, augmentent légèrement à fin juin 2026 sur un trimestre (+0,7 % du cumul sur douze mois en Île-de-France et +1,2 % au niveau national). Elles concernent pour un cinquième le secteur de la Construction.

* Certaines données ne sont disponibles qu'au deuxième trimestre 2026.

Service Statistiques, Études et Évaluation

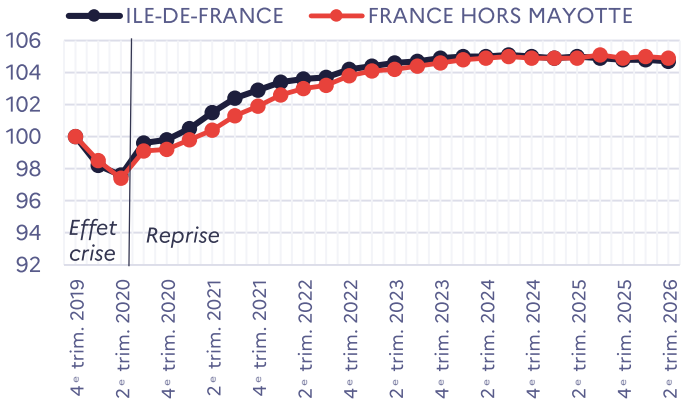
L'EMPLOI SALARIÉ SE STABILISE EN ÎLE-DE-FRANCE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié en Île-de-France reste stable avec 6 349 400 emplois. Il se stabilise sur le trimestre (avec une légère baisse de 900 emplois), après +0,1 % au trimestre précédent (+1 900 emplois). Au niveau national (hors Mayotte), l'emploi salarié est en légère baisse (–0,1 %) après une évolution similaire au trimestre précédent. Sur un an, il est stable en Île-de-France et en diminution au niveau national (–0,3 %).

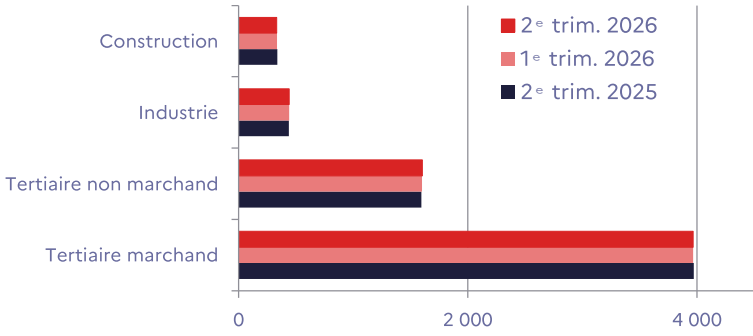
Dans la construction, l'emploi salarié diminue (–0,4 % sur un trimestre) après une baisse de 0,6 % au trimestre précédent. Dans l'agriculture, il diminue de 1,2 % après une baisse de 0,2 % au trimestre précédent. Dans le tertiaire marchand il reste stable, après une stabilité au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire non marchand, il augmente de 0,1 % sur un trimestre, après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Dans l'industrie, il augmente de 0,2 % après une hausse de 0,3 % le trimestre précédent.

Selon les départements, les évolutions sont hétérogènes. L'emploi salarié diminue sur le trimestre dans les Yvelines (–0,2 % après +0,1 %) mais aussi en Essonne (–0,1 % après +0,3 %), dans les Hauts-de-Seine (–0,1 % après une baisse similaire), en Seine-Saint-Denis (–0,1 % après –0,2 %) et dans le Val-de-Marne (–0,1 % après une stabilité). Il est stable en Seine-et-Marne après une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Enfin, il augmente dans le Val-d'Oise (+0,3 % après (+0,1 %) et à Paris (+0,1 % après (+0,2 %).

GRAPHIQUE 1
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ



GRAPHIQUE 2
RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS)



Source : Insee, Données CVS, IDF
* Tertiaire non-marchand : santé humaine, action sociale, administration publique, enseignement.

LE NOMBRE D'INTÉRIMAIRES DIMINUE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Au deuxième trimestre 2026, 113 140 personnes occupent un emploi intérimaire en Île-de-France. Cela représente une diminution de 1,0 % sur le trimestre (soit –1 100 intérimaires), après une hausse de 0,3 % au trimestre précédent (soit +320 intérimaires au premier trimestre 2026). Sur un an, l'emploi intérimaire recule de 3,5 % et reste très en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire (–14,9 % par rapport au dernier trimestre 2019). Au niveau national, le nombre d'intérimaires est en baisse de 1,0 % sur le trimestre et de 1,7 % sur un an.

Ce trimestre, l'emploi intérimaire se replie dans la construction (–0,7 % après une forte baisse de 4,7 % au trimestre précédent). Dans l'industrie, il repart à la baisse (–2,2 % après une hausse de 0,3 % au trimestre précédent). Dans le tertiaire, l'emploi intérimaire est en baisse de 0,8 % ce trimestre (après une hausse de 1,7 % au trimestre précédent).

TABLEAU 1 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES PAR SECTEUR

Île-de-France	Évolution trimestrielle (en %)		Evolution annuelle (en %)	Évolution par rapport au T4 2019 (en %)
	2026T1	2026T2	2026T2	2026T2
Ensemble des secteurs	**0,3**	**-1,0**	**-3,5**	**-14,9**
Industrie	0,3	-2,2	-3,9	-20,7
Construction	-4,7	-0,7	-8,9	-23,5
Tertiaire	1,7	-0,8	-1,7	-10,7

Source : DARES, France Travail, Données CVS, IDF

HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne à 691 610 au troisième trimestre 2026. Ce nombre augmente de 1,2 % sur un trimestre et de 4,8 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre augmente de 0,9 % ce trimestre et de 2,1 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 1 103 840 au troisième trimestre 2026. Ce nombre est en hausse de 1,3 % sur un trimestre et de 4,6 % sur un an. En France (hors Mayotte), ce nombre augmente de 0,8 % ce trimestre et de 2,4 % sur un an.

Suite à l'entrée en vigueur de la Loi pour le Plein Emploi, l'évolution annuelle de la demande d'emploi continue d'être affectée à la hausse par la réorientation des publics en attente d'orientation vers les autres catégories.

TABLEAU 2 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATEGORIE

	3e trim. 2026		Évolution (en %) sur	
	Effectif	Part	un trimestre	un an
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (cat. A, B, C)	1 103 840	91%	+1,3	+4,6
Cat. A : sans emploi	691 610	57%	+1,2	+4,8
Cat. B : en activité réduite courte	159 980	13%	-0,6	+3,8
Cat. C : en activité réduite longue	252 250	21%	+2,7	+4,6
Ensemble des inscrits non tenus de rechercher un emploi (cat. D, E)	109 190	9%	+0,1	-1,7
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	57 010	5%	+0,1	-4,7
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	52 180	4%	+0,2	+1,8
Ensemble des inscrits en catégories A, B, C, D, E	1 213 030	100%	+1,2	+4,0

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

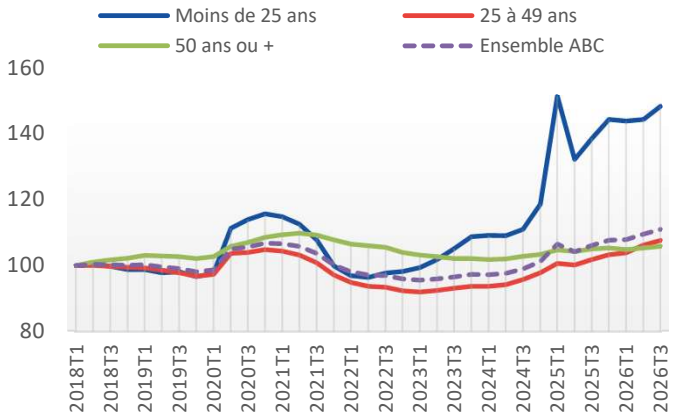
UNE HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI PLUS MARQUÉE POUR LES MOINS DE 25 ANS

Au troisième trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C en Île-de-France est en augmentation quel que soit l'âge, mais cette augmentation est plus marquée pour les jeunes : hausse de 2,8 % pour les moins de 25 ans (+7,1 % sur un an), hausse de 1,3 % pour les 25 à 49 ans (+5,7 % sur un an) et hausse de 0,5 % pour les 50 ans ou plus (+0,7 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C depuis un an ou plus augmente de 1,5 % (+9,8 % sur un an). Celui des inscrits depuis moins d'un an augmente de 1,1 % sur le trimestre (+0,6 % sur un an).

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est en hausse de 1,5 % ce trimestre pour les hommes (+4,9 % sur un an) et en hausse de 1,1 % pour les femmes (+4,2 % sur un an).

GRAPHIQUE 3
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC)



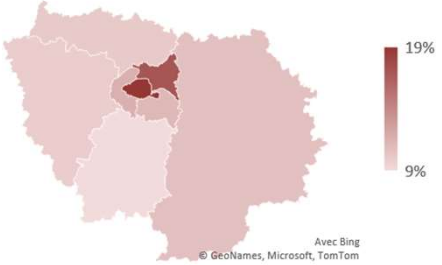
Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

AU MOINS UN DEMANDEUR D'EMPLOI SUR TROIS RÉSIDE À PARIS OU EN SEINE-SAINT-DENIS

En Île-de-France, les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sont plus nombreux à Paris (19 %) et en Seine-Saint-Denis (17 %). Les autres départements représentent chacun de 9 à 12 % des demandeurs d'emploi franciliens.

Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +0,2 % à Paris et +1,7 % dans les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Sur un an, elles se situent entre +2,3 % à Paris et +7,2 % dans le Val-de-Marne.

CARTE 1
LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC) PAR DÉPARTEMENT



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

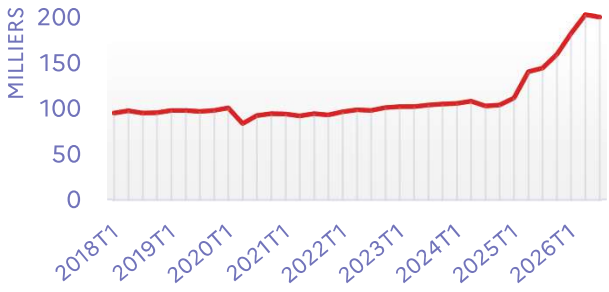
SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – TROISIÈME TRIMESTRE 2026

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, affecte certaines données, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.
Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent à interpréter avec précaution. En particulier, les sorties pour « défaut d'actualisation » et les entrées pour « autres motifs » sont nettement rehaussées. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

HAUSSE DES ENTRÉES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

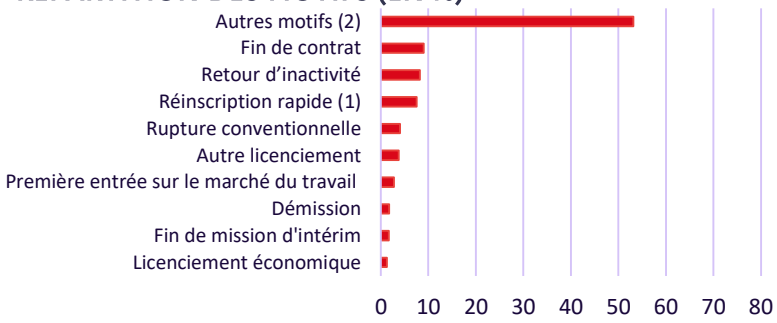
En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au troisième trimestre 2026 diminue de 1,4 % par rapport au trimestre précédent (+38,7 % sur un an).
Les entrées pour première entrée sur le marché du travail (+21,1 %), fin de contrat (+15,9 %), motif indéterminé (+12,3 %), licenciement économique (+8,8 %), retour d'inactivité (+4,4 %), autre licenciement (3,9 %), rupture conventionnelle (+3,6 %), réinscription rapide [1] (+3,3 %) et démission (+0,9 %) augmentent sur le trimestre. Les entrées pour fin de mission d'intérim (–0,6 %) et autres motifs [2] (–8,4 %) sont quant à elles en baisse.

GRAPHIQUE 4
ÉVOLUTION DES ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 5
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)

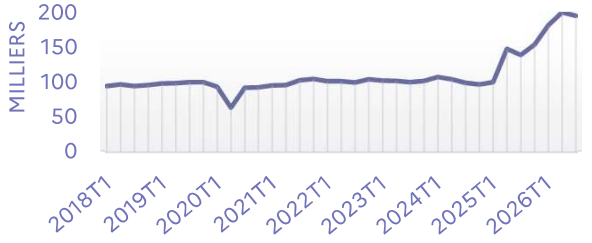


(1) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
(2) Inscription liée aux publics de la Loi Plein Emploi, fin d'activité non salariée, retour en France ou recherche d'un autre emploi.

DIMINUTION DES SORTIES DE FRANCE TRAVAIL SUR LE TRIMESTRE

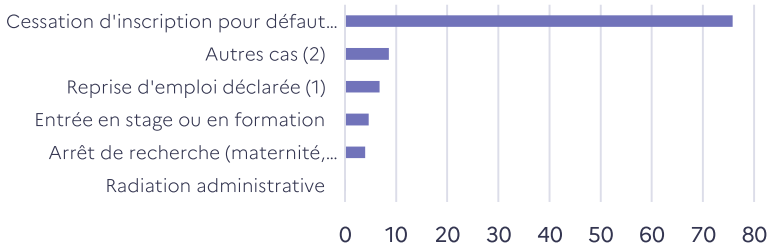
Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au troisième trimestre 2026 est en baisse de 2,4 % par rapport au trimestre précédent (+40,7 % sur un an).
Les sorties pour entrée en stage ou en formation (+14,2 %) et arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite) (+1,3 %) sont en hausse sur le trimestre. Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (–2,8 %), reprise d'emploi déclarée [1] (–3,7 %), radiation administrative (–4,9 %), et autres cas [2] (–7,9 %) sont quant à elle en baisse.

GRAPHIQUE 6
ÉVOLUTION DES SORTIES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 7
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



(1) Uniquement celles connues de France Travail.
(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

TABLEAU 3
ENTRÉES ET SORTIES DE CATÉGORIES A, B, C

	Nombre moyen au 3e trim. 2026	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Île-de-France			
Entrées en catégories A, B, C	199 640	-1,4	+38,7
Sorties en catégories A, B, C	194 580	-2,4	+40,7
France métropolitaine (en milliers)			
Entrées en catégories A, B, C	965 400	+14,3	+62,6
Sorties en catégories A, B, C	961 500	+14,6	+80,7

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS).

BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

LÉGÈRE BAISSE DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA INSCRITS À FRANCE TRAVAIL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

En Île-de-France, au troisième trimestre 2026, le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (toutes catégories d'inscription confondues) atteint 268 970. Il est en baisse de 1,0 % sur un trimestre et de 2,2 % sur un an.

En catégorie A, 121 630 demandeurs d'emploi sont allocataires du RSA (+2,0 % sur le trimestre et +13,6 % sur l'année), soit 2 370 demandeurs d'emploi en plus par rapport au deuxième trimestre 2026. En catégorie A, B et C, ce sont 148 450 demandeurs d'emploi qui perçoivent le RSA (+1,9 % sur le trimestre et +15,9 % sur l'année), soit 2 800 demandeurs d'emploi supplémentaires sur le trimestre.

Un cinquième des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (21,0 %, soit 56 490 personnes) sont en attente d'orientation (catégorie G). De plus, 58 080 bénéficiaires du RSA (contre environ 53 900 au trimestre précédent) relèvent du parcours social (catégorie F) et sont accompagnés par les départements. Ils représentent 68,3 % des inscrits en parcours social.

Les bénéficiaires du RSA représentent 19,3 % de l'ensemble des inscrits à France Travail.

TABLEAU 4

VOLUME MOYEN DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA	3ème trimestre 2026		Evolution sur	
	Effectif	Répartition en % par catégorie	un trimestre	un an
en catégorie A	121 630	45,2%	2,0%	13,6%
en catégorie B	16 580	6,2%	-0,4%	29,5%
en catégorie C	10 240	3,8%	5,2%	25,1%
en catégories ABC	**148 450**	**55,2%**	**1,9%**	**15,9%**
en catégorie D	3 060	1,1%	-24,4%	-15,5%
en catégorie E	2 890	1,1%	7,2%	17,6%
en catégories ABCDE	**154 400**	**57,4%**	**1,3%**	**15,1%**
en catégorie F	58 080	21,6%	7,7%	323,4%
en catégorie G	56 490	21,0%	-13,7%	-55,6%
dans l'ensemble de la DEFM	**268 970**	**100,0%**	**-1,0%**	**-2,2%**

Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

PARMI LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA, ENVIRON 75 % D'INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

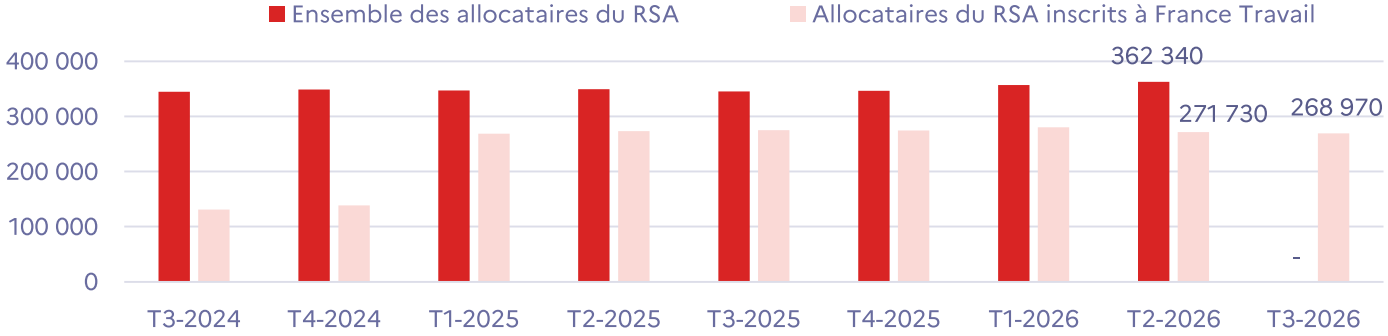
En Île-de-France, en moyenne 362 340 personnes sont allocataires du RSA au deuxième trimestre 2026 (+1,6 % sur un trimestre et +3, 8 % sur l'année), soit environ 5 810 allocataires de plus qu'au trimestre précédent.

La mise en œuvre de l'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA a mécaniquement fortement augmenté leur inscription à France Travail au premier trimestre 2025. Au deuxième trimestre 2026, la part des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail diminue légèrement sur un trimestre et atteint 75,0 % (78,5 % au trimestre précédent).

Au niveau de la France entière, le volume de l'ensemble des allocataires du RSA est d'environ 1 886 970 sur le deuxième trimestre 2026, soit une augmentation de 1,4 % sur un an.

GRAPHIQUE 8

ÉVOLUTION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DEPUIS LE TROISIÈME TRIMESTRE 2024



Source : DREES, données provisoires sur les quatre derniers mois ; France Travail, STMT, données brutes, IDF

DEMANDEURS D'EMPLOI RÉSIDANT EN QUARTIER DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV)

AUGMENTATION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI RÉSIDANT EN QPV AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

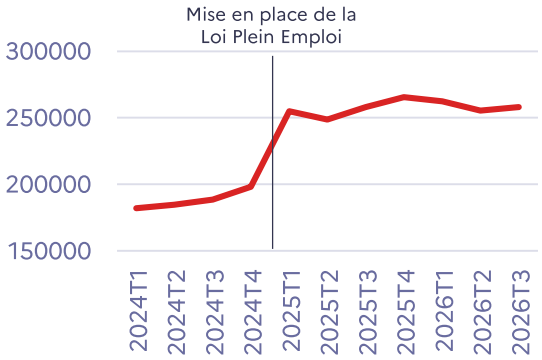
En Île-de-France, 197 810 demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (catégorie ABC) résident dans un QPV. Cela représente 17,9 % des demandeurs en catégorie ABC dans la DEFM. Ils sont en augmentation de 2,3 % sur un trimestre, et 3,7 % sur un an.

A la mise en place de la Loi Plein Emploi, le nombre de résidents QPV inscrits à France Travail explose (+28,6 % sur un trimestre au premier trimestre 2025). Cette augmentation est presque entièrement expliquée par l'inscription obligatoire des allocataires du RSA (ARSA) à France Travail.

De fait, la part d'ARSA parmi les résidents QPV est plus importante que dans l'ensemble des inscrits (24,3 % contre 17,7 %). Ce sont aussi des personnes généralement moins diplômées (48,4 % d'infra bac contre 34,0 %), et moins qualifiées (26,8 % non qualifiées contre 18,2 %).

GRAPHIQUE 9

ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES RÉSIDENTS QPV INSCRITS À FRANCE TRAVAIL



Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

TABLEAU 5

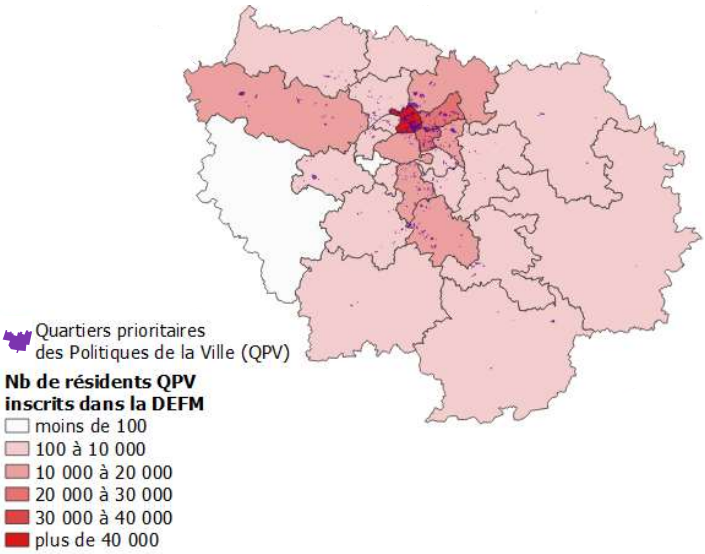
VOLUME MOYEN DES DEMANDEURS D'EMPLOI RÉSIDANT EN QUARTIER DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV), RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Demandeurs d'emploi résidant en QPV	3ème trimestre 2026		Evolution sur	
	Effectif	Répartition en % par catégorie	un trimestre	un an
en catégorie A	132 340	51,3%	4,4%	3,2%
en catégorie B	23 960	9,3%	-0,9%	4,9%
en catégorie C	41 510	16,1%	-2,1%	4,4%
en catégories ABC	**197 810**	**76,7%**	**2,3%**	**3,7%**
en catégorie D	6 860	2,7%	-24,5%	-10,7%
en catégorie E	5 040	2,0%	1,8%	6,4%
en catégories ABCDE	**209 710**	**81,3%**	**1,1%**	**3,2%**
en catégorie F	20 310	7,9%	8,1%	328,3%
en catégorie G	27 810	10,8%	-4,3%	-44,3%
dans l'ensemble de la DEFM	**257 830**	**100,0%**	**1,0%**	**0,0%**

Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

CARTE 2

LES DEMANDEURS D'EMPLOI RÉSIDENTS QPV PAR COMITÉ LOCAL POUR L'EMPLOI



Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF, et Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)

NEUF COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI AVEC PLUS DE 10 000 DEMANDEURS D'EMPLOI RÉSIDENTS DANS DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) au Nord et au Sud-Est de Paris, ainsi que Paris et Seine Aval comptent chacun plus de 10 000 résidents dans les Quartiers de la Politique de la Ville.

A Paris le volume important de résidents QPV s'explique en grande partie par le volume important de demandeurs d'emploi sur ce territoire. La part de résidents QPV dans la DEFM toutes catégories est assez faible : 7,2 % au troisième trimestre 2026.

En revanche dans d'autres CLPE comme Roissy-Pays de France, la demande d'emploi totale est plus faible mais la part de résidents QPV est beaucoup plus importante (42,4 % au troisième trimestre) ce qui en fait le quatrième CLPE avec le plus de résidents QPV (19 530 résidents inscrits à France Travail).

Les différences de volume et de part de résidents QPV dans la demande d'emploi entre les CLPE s'expliquent en partie par la géographie des territoires et la prépondérance de Quartiers des Politiques de la Ville sur leur territoire.

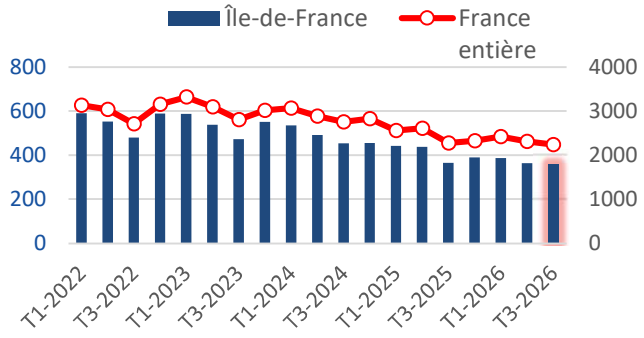
LE NOMBRE D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES EN ÎLE-DE-FRANCE SE STABILISE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Le nombre d'offres d'emploi diffusées en Île-de-France se stabilise sur le trimestre mais reste en légère baisse (–0,7 %) avec 360 200 offres. À l'échelle nationale, le volume d'offres diffusées poursuit sa diminution (–3,2 %).

Sur un an, le volume d'offres d'emploi en Île-de-France est en baisse de 1,3 % (–17,0 % sur un an au trimestre précédent) contre une baisse de 1,4 % à l'échelle nationale (–11,4 % sur un an au trimestre précédent). Par rapport au quatrième trimestre 2019 (période d'avant crise sanitaire) le nombre d'offres d'emploi franciliennes est en baisse de 30,4 %, tandis qu'au niveau national, le volume est en hausse de 4,7 %.

Ce trimestre, parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France, 29,7 % sont confiées à France Travail (cette part est de 36,2 % au national).

GRAPHIQUE 9
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



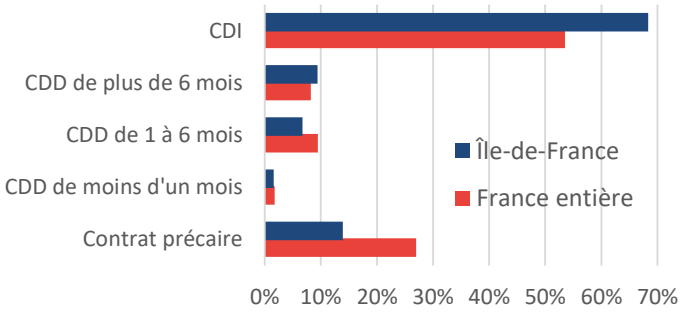
Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

UNE PLUS GRANDE PART D'OFFRES DURABLES EN ÎLE-DE-FRANCE QU'AU NIVEAU NATIONAL

Parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France ce trimestre, 78 % concernent des contrats durables, avec 68 % de CDI. À l'échelle nationale, cette proportion est de 62 %, dont 54 % de CDI.

Le volume d'offres d'emploi en contrat durable diminue néanmoins ce trimestre. La diminution des offres en CDI se poursuit avec une baisse de 5,4 % sur un an en Île-de-France, et de 13,2 % au niveau national. Les offres en CDD de plus de 6 mois diminuent également (–3,7 % sur un an en Île-de-France et –2,5 % en France entière). Les offres en contrats de moins de six mois sont en augmentation : +47,7 % sur un an pour les CDD de moins d'un mois en Île-de-France et +6,0 % au niveau national. Les contrats de 1 à 6 mois sont également en hausse avec +17,4 % en Île-de-France et +13,6 % au niveau national.

GRAPHIQUE 10
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

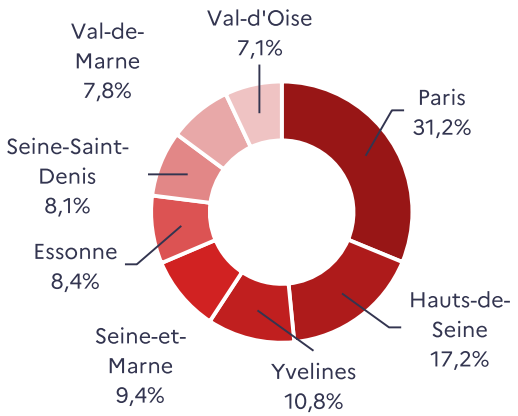
LES ÉTABLISSEMENTS PARISIENS DIFFUSENT PRESQUE UN TIERS DES OFFRES D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE

Au troisième trimestre 2026, près de la moitié des offres d'emploi diffusées en Île-de-France proviennent d'établissements situés à Paris (31,2 %) et dans les Hauts-de-Seine (17,2 %).

L'évolution des offres d'emploi sur un an est disparate selon les départements : la tendance est à la baisse dans la plupart des départements, notamment dans le Val-d'Oise avec –25,0 % d'offres diffusées et dans le Val-de-Marne avec –11,6 %. En revanche, à Paris et dans les Yvelines, après une baisse au trimestre précédent, le volume d'offres augmente à nouveau (respectivement +8,5 % et +3,0 % sur un an).

Ce trimestre, le nombre d'offres d'emploi publiées est inférieur au niveau enregistré au quatrième trimestre 2019 (période d'avant crise sanitaire) pour l'ensemble des départements franciliens : allant de –1,3 % en Seine-et-Marne à –46,2 % à Paris.

GRAPHIQUE 11
RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT DES OFFRES DIFFUSÉES



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes, IDF

LES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LES OFFRES D'EMPLOI CONFIÉES À FRANCE TRAVAIL

Au troisième trimestre 2026, France Travail a enregistré 107 060 offres d'emploi en Île-de-France sur un total de 360 200 offres diffusées, marquant une hausse de 10,2 % par rapport au trimestre précédent et une hausse de 14,7 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié de ces offres d'emploi sont réparties entre trois grands domaines de métiers : « Service à la personne et à la collectivité » (27,5 %) « Commerce, Vente et Grande distribution » (12,0 %) et « Support à l'entreprise » (10,6 %). Cependant, un nombre anormal d'offres a été observé sur les métiers de la « Formation initiale et continue », la hausse des offres collectées sur le trimestre n'est que de 0,1 % sans les offres sur ces métiers.

Par domaine professionnel, l' « Aide à la vie quotidienne » reste en tête des domaines les plus recherchés par les employeurs franciliens au troisième trimestre 2026 avec 7 030 offres, dont 93,5 % de contrats durables. Par rapport au troisième trimestre 2026, 50 offres d'emploi de plus ont été recensées dans ce domaine, soit une hausse de 0,7 %. Dans ce domaine, le métier avec le plus d'offres est « Employé familial / Employée familiale » et correspond à environ deux offres sur cinq du domaine.

TABLEAU 5 : LES 15* DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES	Nombre d'offres au T3_2026	Evolution annuelle		Evolution trimestrielle
		en volume	en %	
Aide à la vie quotidienne	7 030	50	0,7%	7,5%
Production culinaire	5 260	880	20,2%	-8,7%
Magasinage, manutention des charges et déménagement	4 160	740	21,7%	18,6%
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	4 130	550	15,4%	19,8%
Personnel de conduite du transport routier	4 110	680	19,9%	8,4%
Equipements de production, équipements collectifs	3 850	470	14,0%	-4,5%
Secrétariat et assistance	3 530	-720	-16,9%	-15,8%
Artistes - interprètes du spectacle	3 090	900	41,3%	761,3%
Force de vente	3 010	-1 030	-25,6%	-21,3%
Grande distribution	2 950	100	3,4%	23,8%
Sécurité privée	2 470	70	3,0%	-20,1%
Commerce alimentaire et métiers de bouche	2 380	-450	-15,8%	10,0%
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	2 360	-400	-14,4%	-7,5%
Comptabilité et gestion	2 290	-150	-6,1%	-5,5%

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF
Note (*) : ce trimestre le domaine Formation initiale et continue est retirée du top 15, suite à l'identification d'une volumétrie d'offres très différente des trimestres précédents. La hausse du volume d'offre collectée est également à considérer avec prudence à cet égard. Des analyses complémentaires sont en cours.

La « Production culinaire » se place au second rang avec 5 260 offres d'emploi (dont 80,8 % d'offres durables). Les offres dans le domaine sont en augmentation sur un an (+20,2 %, soit 880 offres en plus). Le domaine de la sécurité reste dans les quinze domaines avec le plus d'offres ce trimestre, à la onzième place avec 2 470 offres.

Parmi les 15 domaines professionnels avec le plus d'offres confiées à France Travail, le ratio nouvelles offres/nouveaux demandeurs est le plus élevé pour les domaines de l' « Equipements de production, équipements collectifs », et de l' « Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle ». Au global, la tension mesurée par le ratio offre et demande, est en diminution sur un an. Cette diminution de la tension, est le fruit d'une augmentation plus rapide de la demande d'emploi que des offres d'emploi enregistrées.

TABLEAU 6 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES (PART DES OFFRES DURABLES)	Les offres durables		Ratio de tension sur une année glissante (OEE/DEE)	
	Part	Evolution sur un an (en point)	sept-25	sept-26
Aide à la vie quotidienne	93,5%	-0,8	0,4	0,3
Production culinaire	80,8%	-3,4	0,3	0,3
Magasinage, manutention des charges et déménagement	50,0%	-4,7	0,2	0,1
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	66,6%	-3,8	0,2	0,1
Personnel de conduite du transport routier	77,4%	+0,7	0,2	0,2
Equipements de production, équipements collectifs	77,1%	-4,6	0,9	0,7
Secrétariat et assistance	62,0%	-3,2	0,2	0,1
Artistes - interprètes du spectacle	4,5%	+0,9	0,3	0,3
Force de vente	77,7%	-0,7	0,5	0,3
Grande distribution	71,9%	-5,9	0,2	0,1
Sécurité privée	79,8%	+0,7	0,3	0,3
Commerce alimentaire et métiers de bouche	75,2%	+20,2	0,4	0,4
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	80,5%	-4,3	0,9	0,6
Comptabilité et gestion	77,7%	-3,3	0,3	0,3

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

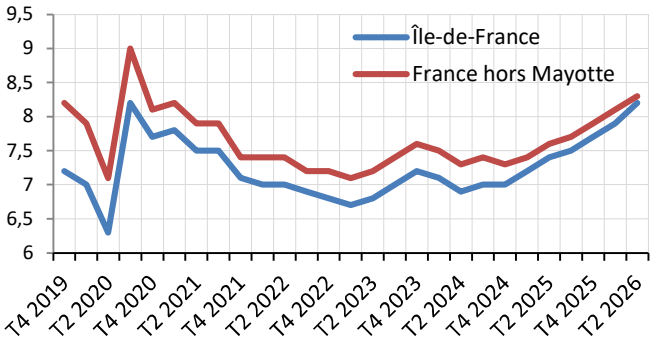
TAUX DE CHÔMAGE – DEUXIÈME TRIMESTRE / ENTRÉES EN FORMATION – JANVIER À SEPTEMBRE 2026

LE TAUX DE CHÔMAGE POURSUIT SA HAUSSE EN ÎLE-DE-FRANCE CE TRIMESTRE

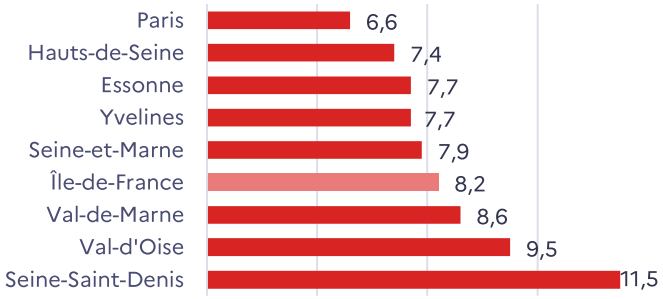
Après une augmentation continue en 2025 et début 2026, le taux de chômage en Île-de-France poursuit sa hausse avec +0,3 point de pourcentage au deuxième trimestre 2026. Il s'établit à 8,2 % de la population active, son niveau le plus élevé depuis la crise sanitaire (troisième trimestre 2020). Il demeure légèrement inférieur au taux national (France hors Mayotte) qui augmente de 0,2 point ce trimestre et atteint 8,3 % au deuxième trimestre 2026.

Le taux de chômage est en hausse dans la totalité des départements franciliens. Cette hausse est plus marquée en Seine-Saint-Denis (11,5 % de taux de chômage) et dans le Val-d'Oise (9,5 %) avec +0,4 point de pourcentage sur le trimestre. Il augmente de 0,3 point en Seine-et-Marne (7,9 %), dans les Yvelines (7,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (7,4 %). Enfin, il augmente de 0,2 point dans le Val-de-Marne (8,6 %) et à Paris (6,6 %) .

GRAPHIQUE 12
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



GRAPHIQUE 13
TAUX DE CHÔMAGE (EN %) PAR DÉPARTEMENT



Source : Insee Conjoncture, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

LA FORMATION COMME MOYEN D'ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES (JANVIER-SEPTEMBRE 2026)

De janvier à septembre 2026, le nombre cumulé d'entrées en formation en Île-de-France a augmenté de 0,9% par rapport à la même période de l'année précédente (–2,6 % au niveau national). Parmi ces demandeurs d'emploi en formation, 20,3 % sont des jeunes (cette part est de 23,1 % au niveau national), 14,8 % sont âgés de 50 ou plus (15,8 % au national) et 24,8 % sont des demandeurs d'emploi de longue durée (23,9% au niveau national). Au total ce sont 42,2 % des entrées en formation qui concernent des publics prioritaires (48,0 % au niveau national).

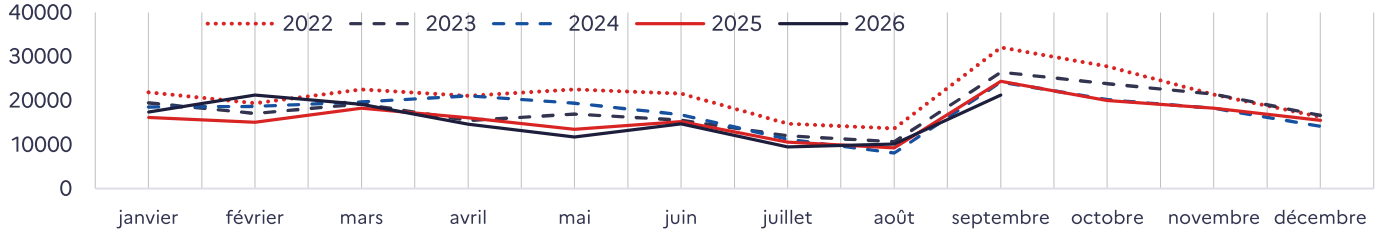
Près de la moitié des formations sont réalisées dans les champs de formation « Transport », « Langues » et « Développement professionnel et personnel » avec des parts respectives de 30,7 %, 8,8 % et 7,9 %. Dans le « Transport », 54,5 % des formations relèvent de la « Conduite Auto ». Au sein du « Développement Professionnel Et Personnel », quatre formations concentrent les trois quarts des formations : le « Bilan professionnel » (27,4 %), l' « Accompagnement vers l'emploi » (20,9 %), la « Bureautique » (13,6 %) et la « Préparation VAE » (12,0 %).

TABLEAU 7
LES ENTRÉES EN FORMATION*

	De janvier à septembre 2026						
	Volume	Evolution sur un an	Part entrées PIC	Part entrées DELD	Part entrées jeunes	Part entrées seniors	Part entrées BOETH
Ile-de-France	139 448	0,9%	42,2%	24,8%	20,3%	14,8%	4,7%
France entière	718 477	-2,6%	48,0%	23,9%	23,1%	15,8%	8,3%

* Tous financeurs (y compris CPF autonome)

GRAPHIQUE 14
ÉVOLUTION MENSUELLE DES ENTRÉES EN FORMATION EN ÎLE-DE-FRANCE



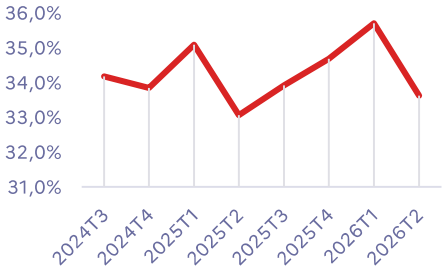
Source : France Travail, Données brutes

L'ACCÈS À L'EMPLOI (TAE) EST EN LÉGÈRE HAUSSE SUR UN AN

Parmi les demandeurs d'emploi franciliens accompagnés par France Travail et inscrits en catégories A ou B aux mois de septembre, octobre et novembre 2025, 33,6 % ont retrouvé un emploi d'un mois ou plus dans les six mois suivants, au deuxième trimestre 2026.
Ce taux est en baisse de 2,1 points par rapport au trimestre précédent. Cette baisse trimestrielle est saisonnière est peut être observée tous les ans de façon plus ou moins marquée. Le taux d'accès à l'emploi est en revanche en hausse de 0,5 point par rapport à l'année précédente. À l'échelle nationale, le taux d'accès à l'emploi se situe à 36,8 %. Il est en baisse par rapport au trimestre précédent (–1,3 point) et en hausse sur un an (+1,6 point).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A ou B augmente de 3,8 % par rapport au trimestre précédent en Île-de-France et de 4,4 % au niveau de la France entière (données brutes). Sur un an, ce nombre est en hausse de 7,9 % au niveau de la région et de 6,0 % au niveau national (données brutes).

GRAPHIQUE 15
LES REPRISES D'EMPLOI DANS LES 6 MOIS*



*Taux d'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B

Source : France Travail, Données brutes, IDF

REPRISE DE PUBLICATION DES DONNÉES DE DÉCLARATION PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) : UNE LÉGÈRE BAISSE DES RECRUTEMENTS AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

AVERTISSEMENT 30/10/2026 : REPRISE DE LA MISE À JOUR DES JEUX DE DONNÉES SUR LES DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE

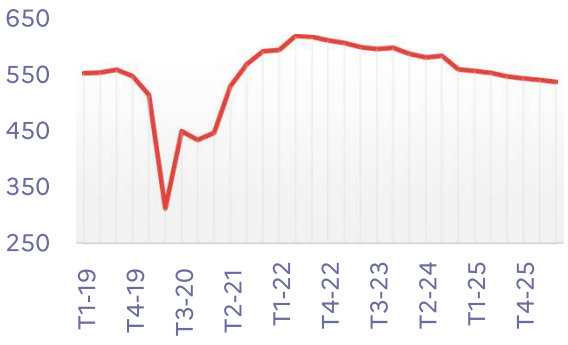
En mars 2025, des modifications apportées au formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont entrainé des erreurs déclaratives concernant le type de contrat et sa durée prévisionnelle. Afin d'assurer la qualité des statistiques diffusées, la diffusion des séries des DPAE a été suspendue en novembre 2025. Depuis, le formulaire dématérialisé a été revu et des traitements statistiques correctifs ont été mis en place pour garantir la fiabilité des données sur la période impactée.

A noter : les séries de ce jeu de données sont désormais sur le champ du secteur privé. Elles n'incluent donc plus les DPAE du secteur public concernant l'embauche des non-fonctionnaires.

Au deuxième trimestre 2026, la région Île-de-France recense 535 980 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim. Le nombre de DPAE de plus d'un mois est en baisse au deuxième trimestre (–0,7 %, soit 3 540 DPAE en moins par rapport au trimestre précédent). Sur un an, ce nombre est en baisse de 2,9 %. À l'échelle nationale, il est également en baisse (–0,6 % sur le trimestre et –3,3 % sur l'année).

Le volume de DPAE en Île-de-France diminue sur les CDI (–1,3 % sur un trimestre après une baisse de 1,0 % au trimestre précédent). Les CDD de plus d'un mois connaissent une hausse de 0,4 % (après une hausse de 0,3 % le trimestre précédent). Le volume de CDD de moins d'un mois augmente (+3,6 %, après une hausse de 1,9 %). Au total, le volume de l'ensemble des déclarations d'embauche (moins d'un mois inclus, hors intérim), augmente de 2,6 % sur un trimestre, soit 56 780 déclarations en plus.

GRAPHIQUE 16
ÉVOLUTION DES DPAE DE PLUS D'UN MOIS HORS INTÉRIM (EN MILLIERS)



Source : Urssaf, Données CVS, IDF

Le niveau de déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim est à inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (–1,9 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Ce n'est pas le cas au niveau national où le niveau des recrutements reste supérieur de 1,0 % par rapport à cette période. L'Île-de-France maintient une part stable des embauches nationales, représentant plus d'un quart des déclarations.

Au deuxième trimestre 2026, les secteurs « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles », « Activités de services administratifs et de soutien » et « Hébergement et restauration » comptabilisaient le plus de recrutements de plus d'un mois hors intérim en Île-de-France. Pour l'ensemble de ces secteurs, le nombre de recrutements est en baisse sur un an.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

LE NOMBRE CUMULÉ DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR DOUZE MOIS PROGRESSE CE TRIMESTRE

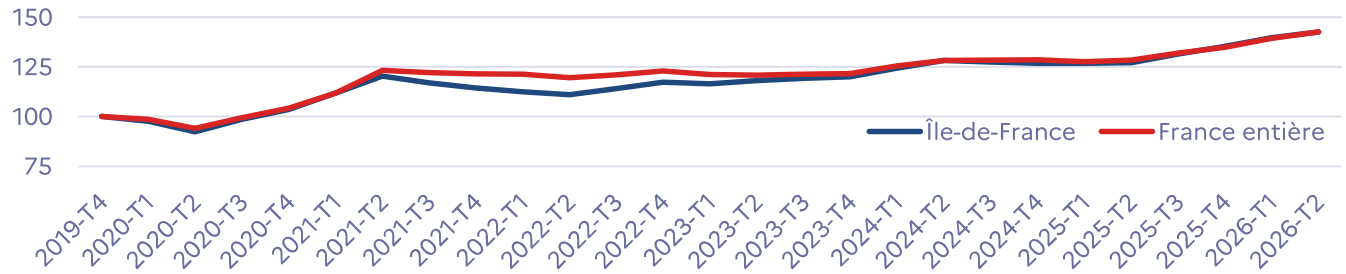
Entre juillet 2025 et juin 2026, 351 580 entreprises ont été créées en Île-de-France. Ce cumul sur douze mois est en hausse (+2,2 %) par rapport à la fin du trimestre précédent. Il augmente de 12,3 % par rapport à l'année précédente en Île-de-France et de 11,1 % au niveau national.
A fin juin 2026 le nombre cumulé de créations d'entreprises sur douze mois est en baisse dans les secteurs du Commerce, transports, hébergement et restauration (–0,2 %) et de l'Industrie (–1,3 %) par rapport au cumul à fin mars 2026. Cela se retrouve notamment avec une forte baisse de créations dans le secteur du Transport (–3,6 %) tandis que dans le secteur de l'Industrie manufacturière la baisse est plus limitée (–0,7 %). Dans le secteur de la Construction, le nombre de créations est en légère hausse (+0,1 %) ainsi que dans le secteur des Services (+4,5 %) et dans le secteur du Commerce (+2,9 %).
La part des entreprises individuelles, y compris micro-entreprises, dans les entreprises créées reste quasi-stable (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), à savoir 68,5 % du total des entreprises créées sur douze mois à fin mars 2026.

TABLEAU 9
NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE, Y COMPRIS MICRO-ENTREPRENEURS (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes (cumul 12 mois) *			Variations (en %)	
	2025-T2	2026-T1	2026-T2	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	313 180	344 160	351 580	+2,2	+12,3
France entière	1 110 270	1 205 280	1 233 080	+2,3	+11,1

Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements –Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

GRAPHIQUE 17
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR UN AN
(INDICE BASE 100 AU 4E TRIMESTRE 2019)



Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements –Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

L'AUGMENTATION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CONTINUE DE RALENTIR CE TRIMESTRE

Entre juillet 2025 et juin 2026, le nombre cumulé annuel de défaillances d'entreprises sur douze mois est en légère augmentation en Île-de-France (+0,7 % par rapport au trimestre précédent), mais la hausse ralentit par rapport à la période précédente (+2,6 % à fin mars 2026). Au niveau national, les défaillances augmentent de 1,2 % (cette hausse était de 2,4 % à fin mars 2026).
Un cinquième des défaillances concerne le secteur de la construction. Elles sont en légère baisse par rapport au trimestre précédent (–0,4 % à fin juin 2026, après +3,4 % en mars 2026 – évolution du cumul des 12 mois glissants). Le reste des défaillances concerne principalement les secteurs du commerce, du soutien aux entreprises, de l'hébergement restauration et de l'enseignement, santé humaine, action sociale.

La progression des défaillances se stabilise et s'inscrit dans un contexte de fort dynamisme de créations d'entreprises à la suite de la crise sanitaire et après un fort ralentissement des défaillances pendant la période covid (2020-2021).

TABLEAU 10
NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes (cumul 12 mois) *			Variations (en %)	
	2025-T2	2026-T1	2026-T2	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	16 460	16 440	16 560	+0,7	+0,6
France entière	70 120	69 950	70 820	+1,2	+1,0

Source : Fiben, Banque de France ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

CONJONCTURE NATIONALE

LE PIB SE REPLIE LÉGÈREMENT AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026 (–0,1 % APRÈS 0,0 %)

Le produit intérieur brut (PIB) en volume* recule légèrement au troisième trimestre 2026 (–0,1 %, après une stabilité au deuxième trimestre).

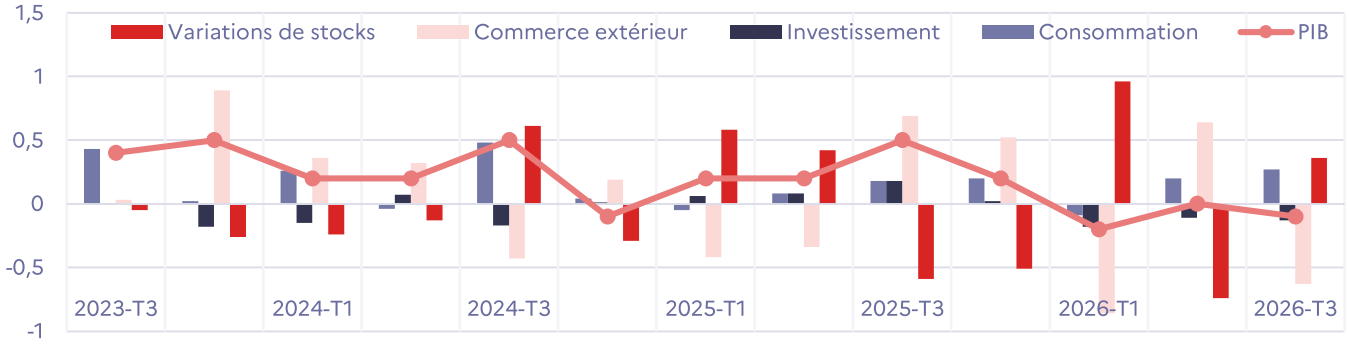
La demande intérieure finale (hors stocks) continue d'augmenter : la consommation des ménages accélère (+0,4 % après +0,2 %) et la consommation des administrations publiques continue d'augmenter (+0,3 % après +0,4 %). À l'inverse, la formation brute de capital fixe recule de nouveau (–0,6 % après –0,5 %). Au total, la demande intérieure (hors stocks) contribue à l'évolution du PIB pour +0,1 point au troisième trimestre 2026, comme au trimestre précédent.

La contribution du commerce extérieur à la croissance est négative ce trimestre (–0,6 point après +0,6 point) : les exportations se contractent (–1,7 % après +2,8 %), alors que les importations sont quasi stables (+0,1 % après +0,9 %).

En miroir, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est positive ce trimestre (+0,4 point après –0,7 point au deuxième trimestre 2026).

Source : Insee, Informations rapides n°263 – Octobre 2026

GRAPHIQUE 18
LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET SES COMPOSANTES



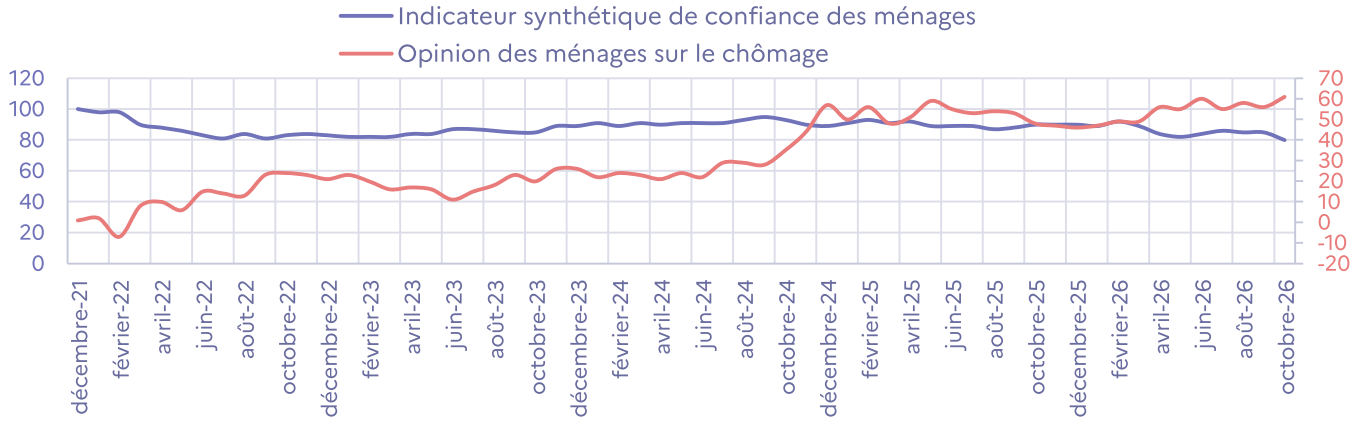
Variations trimestrielles en % pour le PIB et contributions en points des composantes
Source : Insee (CVS-CJO),

EN OCTOBRE 2026, LA CONFIANCE DES MÉNAGES SE DÉGRADE FORTEMENT

En octobre 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement. À 80, l'indicateur qui la synthétise baisse de cinq points et atteint son niveau le plus bas depuis juin 2013, bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025)

En octobre 2026, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage repartent à la hausse. Le solde correspondant gagne cinq points pour atteindre 61 et s'éloigne de sa moyenne de longue période (33 entre janvier 1987 et décembre 2025).

GRAPHIQUE 19
OPINION DES MÉNAGES : INDICATEUR SYNTHÉTIQUE ET SOLDE D'OPINION SUR LE CHÔMAGE



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

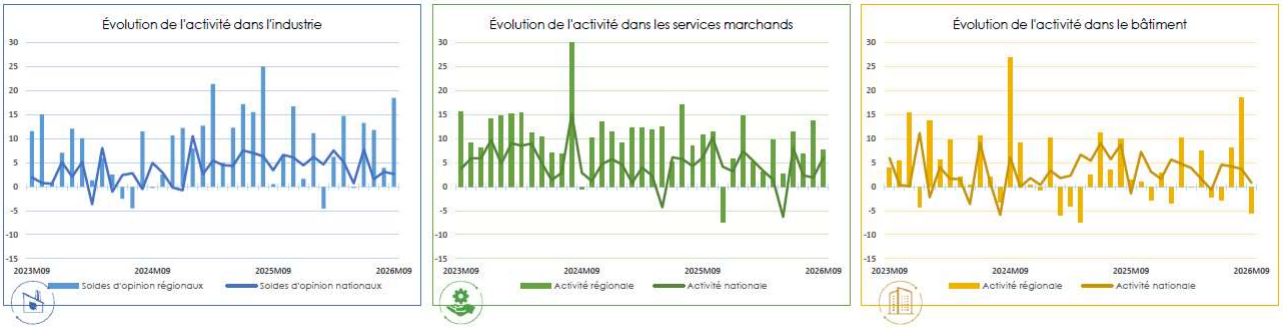
PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

TENDANCES RÉGIONALES – SEPTEMBRE 2026

En septembre, la conjoncture francilienne s'améliore, mais connait d'importantes hétérogénéité selon les secteurs.
L'industrie enregistre le redressement le plus marqué, porté par le rattrapage post-estival et par l'aéronautique, le spatial, la défense et les infrastructures numériques. Les carnets sont particulièrement dynamiques dans les matériels de transport, l'automobile et les équipements électriques et électroniques, tandis que la demande reste plus irrégulière dans la chimie, l'imprimerie et certaines industries manufacturières.
Les services marchands connaissent un dynamisme notable mais plus modéré. L'hôtellerie, l'édition, l'ingénierie et l'intérim bénéficient du retour de la clientèle d'affaires, des événements parisiens, de nouveaux contrats et des besoins liés à la facturation électronique. À l'inverse, la restauration, le transport routier, la location automobile et les activités informatiques restent freinés par les arbitrages de pouvoir d'achat, les restrictions budgétaires et l'allongement des décisions. L'intelligence artificielle, la cybersécurité, la conformité réglementaire, la défense et les data centers constituent les principaux relais de croissance.
Le bâtiment se dégrade davantage, le recul du gros œuvre n'est que partiellement compensé par le second œuvre, tandis que les travaux publics pâtissent de la raréfaction des appels d'offres des collectivités. Les carnets s'érodent sous l'effet du recul immobilier et de l'attentisme préélectoral.
À noter que la hausse des prix de l'énergie et des intrants touche l'ensemble des secteurs d'activité, et reste imparfaitement répercutée sur les prix, comprimant ainsi les marges et fragilisant certaines trésoreries.
En octobre, l'industrie resterait bien orientée, les services globalement stables, tandis que le bâtiment poursuivrait son repli alors qu'un rebond des travaux publics est toutefois envisagé au quatrième trimestre.

Source : Banque de France, TENDANCES RÉGIONALES – Septembre 2026

GRAPHIQUE 20
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ



PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES POUR LA FRANCE ÉTABLIES PAR LA BANQUE DE FRANCE – SEPTEMBRE 2026

Ces projections macroéconomiques ont été réalisées dans un environnement international incertain et encore marqué par la poursuite du conflit au Moyen-Orient. Dans ce contexte, plusieurs scénarios sont proposés en fonction de différentes trajectoires futures des prix de l'énergie. Le scénario de base repose sur les hypothèses issues des marchés à terme arrêtées au 19 août 2026. Dans ce scénario, le prix du pétrole reculerait au troisième trimestre 2026, et poursuivrait sa baisse sur l'horizon de prévision, tout en demeurant supérieur au niveau observé à la fin de 2025. En revanche, le prix du gaz continuerait d'augmenter à l'approche de l'hiver, avant d'emprunter une trajectoire baissière à partir de mi-2027.
Dans ce scénario, la croissance du PIB atteindrait 0,4 % en 2026. Elle se renforcerait ensuite pour s'établir à 0,9 % en 2027 puis à 1,2 % en 2028, portée par le raffermissement de la demande intérieure. L'activité bénéficierait également de la bonne tenue des exportations, dans un contexte où le commerce mondial fait preuve de résilience malgré la succession de chocs susceptibles de perturber les échanges internationaux. Toutefois, l'investissement privé demeurerait freiné par le resserrement des conditions de financement et l'incertitude liée à la politique budgétaire.
Après 0,9 % en moyenne annuelle en 2025, l'inflation totale atteindrait 2,3 % en 2026, avant de refluer sous la cible de 2 %, pour s'établir à 1,9 % en 2027, puis à 1,6 % en 2028. Il s'agit d'une révision à la baisse par rapport aux projections de juin. Elle s'explique principalement par un niveau du prix du pétrole inférieur à celui retenu précédemment, ainsi que par la baisse sur l'inflation inattendue des produits alimentaires transformés et des services. À l'inverse, l'inflation totale est légèrement révisée à la hausse en 2027, en raison de marges de raffinage plus élevées qu'attendu en juin et des répercussions de la hausse du prix du gaz ainsi que des événements climatiques sur les prix de l'alimentation et de l'électricité. L'inflation hors énergie et alimentation demeurerait stable à 1,6 % en 2026. Elle augmenterait à 2,3 % en 2027 en raison des effets indirects et de second tour de la hausse des prix de l'énergie, avant de revenir à 1,9 % en 2028, à mesure que l'incidence de ces chocs s'atténuerait.
Le taux de chômage continuerait d'augmenter à court terme jusqu'à atteindre 8,4 % en fin d'année, avant de refluer pour s'établir à 8,0 % en 2028. Il est révisé à la hausse sur l'ensemble de l'horizon de projection, sous l'effet d'un point de départ légèrement plus dégradé que prévu au deuxième trimestre et d'une population active plus dynamique qu'anticipé en juin.

Source : Banque de France, PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – Septembre 2026



Justine Aubry, Emma Faure
Direction de la Performance, Service statistiques

GLOSSAIRE

LA STATISTIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

DEMANDEURS D'EMPLOI : DÉFINITION ET DIFFÉRENCE AVEC LE CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous–emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la DARES et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de 78 heures ou moins dans le mois
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois
Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (formation, maladie…), sans emploi
Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (contrats aidés, créateurs d'entreprise…)
Catégorie F : demandeurs d'emploi orientés en parcours social
Catégorie G : demandeurs d'emploi en attente d'orientation

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

MÉTHODOLOGIE DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES D'EMPLOI

Les Estimations trimestrielles d'emploi sont élaborées sur l'ensemble de l'emploi salarié (privé et public) et sur le champ de la France hors Mayotte. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales des employeurs centralisées par l'Acoss pour l'emploi hors intérim du secteur privé et pour l'emploi des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Le traitement de l'intérim est assuré par la DARES. Les données de la fonction publique de l'État sont obtenues à partir des bulletins de paye des agents de l'État. Les données relatives à l'agriculture proviennent de la Mutualité sociale agricole. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les Estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de comportements de multi-activité.

NOMBRE D'INTÉRIMAIRES EN FIN DE TRIMESTRE

Nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Cette mesure du nombre d'intérimaires se fait sur 5 jours ouvrés en fin de trimestre. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur et par région de l'établissement utilisateur .

L'ENQUÊTE BESOIN DE MAIN D'OEUVRE BMO

Enquête annuelle réalisée depuis 2002 par France Travail en collaboration avec le CREDOC dans l'objectif d'appréhender quantitativement et qualitativement les besoins en main–d'œuvre des employeurs sur l'ensemble du territoire français.

LES PUBLICS PRIORITAIRES DE LA FORMATION

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC) à France Travail définit des publics prioritaires pour lesquels la valeur ajoutée de la formation sur l'accès à l'emploi a été évaluée comme la plus grande. Ces publics prioritaires sont :

- les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les bénéficiaires du RSA
- les publics sans diplôme ou ayant un diplôme inférieur au BAC
- les publics âgés de 55 ans ou plus
- les publics âgés de moins de 26 ans avec un diplôme inférieur à BAC+2

TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI (TAE)

Le TAE est un indicateur utilisé par France Travail qui mesure la part de demandeurs d'emploi en catégorie A ou B ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

En savoir plus

FRANCE TRAVAIL
Données chiffrées
Chômage et demandeurs d'emploi
Observatoire de l'emploi en Île-de-France

DARES
Demande d'emploi par région

INSEE
Tableau de bord de la conjoncture : Île-de-France

URSSAF
Employeurs

Directrice de la publication
Laurence HURNI

Directeur de la rédaction
Stephan JOLY

Réalisation
Service des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail Île-de-France
15 rue Henri Rol-Tanguy
93 100 Montreuil

francetravail.org